

Limogeage d'Oudea-Castera : une première victoire, La suite ? Le plan d'urgence 93



Ce 8 février, au lendemain de grèves massives des personnels de l'éducation Nationale, la ministre Oudea-Castera a été démise de ses fonctions, remplacée par Nicole Belloubet.

Par la mobilisation, nous en avons fini avec elle. Cette première victoire appelle des suites. Pour les personnels du 93, c'est un plan de rattrapage en matière d'éducation qu'il est urgent de créer. C'est pourquoi ils appellent à se mettre en grève le 26 février : le 93 ne fait pas sa rentrée.

"Nous sommes à certains moments obligés de procéder à certaines fermetures de classes. Les écoles peuvent être performantes, mais si le nombre d'enfants est trop réduit pour une classe donnée c'est toute l'émulation qui est remise en cause",

Voilà comment Oudea Castera justifiait les 208 fermetures de classe dans les écoles du 93 et les 650 suppressions de postes au national. Pour redresser une école à bout de souffle, ce n'est pas de classes surchargées dont nous avons besoin, mais de baisser les effectifs. 19, c'est le nombre moyen d'élèves par classe en Europe, l'intersyndicale 93 exige que le nombre d'enfants ne dépassent pas 20 par classes.

358 millions d'euros pour l'école du 93

Pendant près d'un mois, l'intersyndicale éducation a réuni l'ensemble des doléances chiffrées des établissements du 93. Les constats sont accablants :

1/3 des écoles est infesté de nuisibles, la moitié des établissements manque de chauffage et d'isolation, 40% des établissements ont un pôle médico-social avec au moins un personnel manquant, nos élèves perdent 1 an de scolarité.

Il manque 2000 enseignant-es dans les écoles, 1000 profs dans les collèges et le déficit dans les lycées est de 2200 postes. Nos élèves en situation de handicap sont délaissés : il manque 2200 AESH dans les 1100 établissements. Ce constat est le même déplorée dans le rapport parlementaire Peu/Descots de décembre 2023.

Nous l'avons chiffré : le 93 a besoin d'un collectif budgétaire de 358 millions d'euros pour les moyens humain d'une enveloppe similaire pour rénover le bâti scolaire délabré.

Pas de moyens, pas de rentrée !

Entre laisser l'école périlcliter, et pénaliser les élèves, ou nous mobiliser pour défendre l'école émancipatrice et l'égalité des chances, notre choix est fait. Le 26 février, nous appelons à faire grève le jour de la rentrée. Dans un courrier ouvert aux parents des 320 000 élèves du département nous les appelons à nous rejoindre dans la mobilisation dans l'intérêt supérieur de nos élèves et de leurs enfants.